

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18266 - 71ÈME ANNÉE

Patrick Lebreton présente une nouvelle politique des déplacements

TCSP, train et nouvelles routes pour libérer les Réunionnais des embouteillages

Après la politique portuaire au Port, le développement des aéroports et du tourisme à Pierrefonds, Patrick Lebreton tenait hier sa troisième conférence de presse thématique. La tête de liste de l'Union des Forces de Progrès pour le Développement et l'Égalité aux élections régionales a présenté hier ses propositions « pour une nouvelle politique des déplacements ». Au programme : la réalisation sur plusieurs mandats d'un TCSP entre Saint-Benoît et Saint-Joseph en privilégiant le chemin de fer et en incluant Le Tampon, à plus court terme de nouvelles routes pour désenclaver l'Est, le Sud et Le Tampon, et l'annonce d'un audit financier, juridique et environnemental sur le projet de nouvelle route du littoral. Car si son coût dépasse 1,6 milliard d'euros, alors tous les autres investissements seront compromis.



Christine Soupramanien, Lindsay Malet, Mélissa Mogalia, Gérard Perraut, Michèle Caniguy, Patrick Lebreton, Jean-Claude Fruteau et Maurice Gironcel.

Patrick Lebreton, tête de liste de l'Union des Forces de Progrès pour le Développement et l'Égalité, avait donné hier rendez-vous à la presse à Saint-Benoît. L'objet était la présentation des propositions pour une autre politique des transports. À ses côtés : Jean-Claude Fruteau, député-maire de Saint-Benoît, Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR et maire de Sainte-Suzanne, Michèle Caniguy, conseillère départementale et membre de l'Association pour la défense des intérêts des Réunionnais de l'Est, Lindsay Malet, étudiante, Christine Soupramanien, conseillère régionale du Progrès, Melissa Mogalia, secrétaire de la section socialiste de la Plaine des Palmistes, et Gérard Perraud, conseiller municipal de Saint-Benoît.

Jean-Claude Fruteau a lancé la conférence de presse en expliquant que Saint-Benoît illustre le coma circulatoire que connaîtra La Réunion si des mesures efficaces ne sont pas prises. Il a aussi rappelé qu'aux côtés de Maurice Gironcel au Conseil général, il avait travaillé à la création du réseau des Cars Jaunes. Jean-Claude Fruteau va également animer le Comité de Parrainage aux côtés de Paul Vergès. Au sein du Comité, il sera aussi question des déplacements, car c'est un problème qui ne pourra être réglé que sur le long terme.

Patrick Lebreton fait tout d'abord le constat d'une hausse constante du trafic routier : 2 à 4 % par an. Le parc automobile a triplé en 20 ans. Conséquences : 90.000 véhicules par jour entre l'Est et Saint-Denis, 61.000 entre Saint-Denis et l'Ouest, 84.000 entre Saint-Paul et Le Port, 67.000 entre Saint-Pierre et l'Ouest, 55.000 entre Le Tampon et Saint-Pierre, 27.000 entre Saint-Pierre et le Sud Sauvage.

Un TCSP pour toute l'île

« La NRL ne réglera pas le problème de la saturation du réseau routier », souligne Patrick Lebreton, « et risque d'empêcher un vrai projet et une vraie vision pour La Réunion ». Son coût n'est pas maîtrisé et les 1,6 milliard annoncés ne seront qu'un acompte.

L'Union des Forces de Progrès propose donc une alternative qui s'inscrit dans le court, le moyen et le long terme.

La perspective, c'est la réalisation sur plusieurs mandats d'un Transport en commun en site propre (TCSP) allant de Saint-Benoît à Saint-Joseph en passant par Saint-



En 20 ans, le parc automobile a été multiplié par 3.

Denis. « C'est Paul Vergès, président du Comité de parrainage, qui est à l'origine de cette belle idée », poursuit Patrick Lebreton, rappelant les débats qui ont eu lieu autour du projet de tram-train en 2010. « Le TCSP sera l'avenir de notre île. Il faudra privilégier la voie ferrée », précise-t-il, « nos amis communistes l'ont compris avant d'autres ».

Le chantier débutera par les deux extrémités. Cela permettra dans un premier temps un mode de transport rapide entre Est et Nord (de Saint-Benoît à Saint-Denis) et entre Sud et Ouest (de Saint-Joseph à Saint-Leu). Le Sud comptera 400.000 habitants, et le projet de TCSP inclura Le Tampon, une ville de mi-pente qui aura plus de 100.000 habitants en 2030.

Les autres tronçons viendront ensuite, afin que le coût financier soit supportable. C'est pourquoi le prochain mandat sera celui des études et du début du chantier, et le suivant celui de la réalisation.

Désenclavement de l'Est, du Sud et du Tampon

À plus court terme, Patrick Lebreton prévoit de nouvelles liaisons routières. Il propose de réparer le réseau routier de l'Est entre Basse Vallée et Sainte-Anne, pour régler le problème des ponts rétrécis et des radiers.

La déviation de Saint-Benoît sera réalisée, ainsi que la nouvelle route des Plaines. Autre projet : « la rocade du Tampon s'impose au-

jourd'hui. Elle accompagnera l'essor de cette ville qui accueillera 100 000 habitants en 2030 ». L'Union des Forces de Progrès pour le Développement et l'Égalité prévoit de boucler la Croix du Sud, liaison routière rapide entre Saint-Louis, Le Tampon, Saint-Pierre et le Sud sauvage. Ce sera la construction de la liaison Asile Balance à Saint-Pierre.

Cela représentera entre 450 et 600 millions d'euros d'investissements.

Patrick Lebreton se place dans une vision globale, en lien avec l'aménagement du territoire. C'est la nécessité de revoir les grands équilibres, et doter les Réunionnais des grands équipements auxquels ils ont droit.

Responsabilité financière

Il place ce programme sous le signe de la responsabilité financière et d'une réponse rapide aux problématiques les plus urgentes. C'est un projet qu'il propose de partager auprès des intercommunalités.

C'est pourquoi Patrick Lebreton note l'importance d'un audit financier, juridique et environnemental du projet de nouvelle route du littoral. « Si ça dérape, on ne fait plus rien ». Il rappelle que dans le montant initial de 1,6 milliard figurait l'entrée de Saint-Denis. Or les 300 millions annoncés pour cette portion sont déjà dépassés, et la mairie de Saint-Denis étudie un péage...

M.M.

Édito

Soutiens à la NRL : la fuite en avant continue

L'annonce d'une étude prochaine sur l'implantation d'un péage à la sortie de la nouvelle route du littoral a mis à mal la communication de Bello-Annette. À quoi servent désormais les opérations médiatiques tentant de faire croire qu'en cas d'accès de Huguette Bello à la présidence de la Région, elle lancera un audit pour éventuellement remettre en cause le projet de NRL ? Car Gilbert Annette compte tirer profit de la réalisation de la NRL pour remodeler l'entrée Ouest de Saint-Denis, et a lancé un acte concret allant dans ce sens.

D'où cette incroyable argumentation : les fonds seront investis dans une étude qui démontrera qu'un péage ne sera pas possible à l'entrée de Saint-Denis. Si on est contre le péage, à quoi bon financer une « étude de non-faisabilité », comme l'a rappelé hier Patrick Lebreton. Cela économisera de l'argent public.

La sortie de Gilbert Annette fragilise l'annonce de Huguette Bello d'une étude environnementale et financière sur la NRL. En effet, à quoi bon faire une telle étude alors que Bello-Annette veut poursuivre la NRL lancée par Didier Robert ? Gilbert Annette a déjà pris en compte une flambée du coût du raccordement de la NRL avec la ville de Saint-Denis. Mais à quoi donc jouent-ils ?

Du côté de Didier Robert, c'est aussi la fuite en avant. Dans son avis du 24 juin 2013 sur le projet de NRL, le Conseil national pour la protection de la nature écrit ceci : « il est noté que le dossier ne fait pas état de la possibilité d'importation de matériaux pour la réalisation des ouvrages en

substitution de matériaux non disponibles dans les délais sur l'île. Cette option aurait été dans tous les cas à prohiber, en particulier pour le risque majeur d'introduction massive d'espèces exotiques envahissantes ».

Cela signifie d'une part que le projet présenté aux autorités responsables ne prévoyait pas de faire venir des galets de Madagascar, et qu'en plus, cette éventualité est totalement proscrite.

Or, des galets vont débarquer de Madagascar pour les besoins de la NRL, car les promoteurs du chantier sont dans l'incapacité de trouver à La Réunion les matériaux nécessaires dans les délais. Ce nouveau dérapage interroge. Qui permet aux partisans de la NRL de s'asseoir sur l'avis du Conseil national pour la protection de la nature ? Comment peut-on expliquer qu'un projet qui ne mentionnait pas l'importation de matériaux puisse y avoir recours en toute impunité ?

Porté par ses soutiens, le projet de NRL continue sa fuite en avant alors que la facture finale reste toujours inconnue.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Un audit financier, juridique et environnemental indispensable

NRL: «Si ça dérape, on ne fait plus rien»

Patrick Lebreton ne se situe pas dans l'immédiat sur la suppression du projet. Il fera réaliser un audit financier, juridique et environnemental afin que les responsables politiques puissent décider en connaissance de cause.

Avant l'exposé des propositions, Patrick Lebreton a tout d'abord rappelé qu'une candidate était venue à Saint-Benoît se plaindre du coma circulatoire mais n'avait pas donné les bonnes responsabilités. Il est également revenu sur la récente proposition de Didier Robert en matière d'aérien : une compagnie low cost à Pierrefonds. Étonnant de la part d'un candidat qui l'an dernier encore disait à la Région qu'il est impossible de faire du low cost à La Réunion. « Ce projet de dernière minute n'a pour but que d'empêcher l'ouverture du ciel réunionnais ».

Patrick Lebreton a aussi dit avoir été insulté par un sondage commandé par l'establishment qui le classe à 3 %. « Le ridicule ne tue pas ».

Rappelant que la NRL n'apporte pas de solutions, et risque d'empêcher un vrai projet et une vraie vision pour La Réunion. Patrick Lebreton

revient sur le projet de péage à Saint-Denis. Le maire de cette commune a estomaqué Patrick Lebreton : il va mettre 3 millions d'euros dans une étude de non-faisabilité. Pourquoi dépenser autant d'argent pour dire au final qu'on ne fera pas un péage, interroge le député-maire de Saint-Joseph. Il est plus simple de ne pas faire d'étude du tout et d'économiser 3 millions d'euros d'argent public.

Plus globalement sur le projet de NRL, Patrick Lebreton ne se situe pas dans l'immédiat sur la suppression du projet. Il fera réaliser un audit financier, juridique et environnemental afin que les responsables politiques puissent décider en connaissance de cause. Car si le coût de la réalisation dépasse 1,6 milliard d'euros, alors tous les autres investissements seront compromis.

Patrick Lebreton se démarque des

autres candidats qui sont pour la poursuite du projet de NRL dans l'état actuel. À ce sujet, la tête de liste de l'Union des Forces de Progrès rappelle l'impossibilité de demander encore plus d'argent au gouvernement ainsi qu'à l'Europe. En cas d'alternance en 2017, ce sera encore plus difficile, car les économies passeront de 50 milliards à plus de 100 milliards.

Pour sa part, Christine Soupramanien constate l'immobilisme de la Région actuelle en matière de schéma de transport. Le mode guidé tant vanté n'est que de la poudre aux yeux. Quand un président de Région exerce depuis plus de 5 ans, propose des monorails, c'est bien la preuve qu'il n'a pas suffisamment travaillé la question des emplacements réservés, constate la conseillère régionale du Progrès.

Lindsay Malet

Inégalité à cause du transport

Chaque jour, des centaines d'étudiants habitant dans l'Est perdent des heures dans les transports. Les autocars sont prisonniers des bouchons. C'est une inégalité supplémentaire infligée à des jeunes qui n'ont pas les moyens de s'acheter une voiture ou de louer un appartement à Saint-Denis.

Aujourd'hui titulaire d'un master, Lindsay Malet utilisait quotidiennement le bus pendant 5 ans pour se rendre à l'Université depuis son domicile à Saint-Benoît. Sa journée commençait à 3 heures du matin, pour être sûre de pouvoir prendre l'autocar de 5h10 à Saint-Benoît. C'était une obligation pour arriver en cours à 8 heures à Saint-Denis, sinon l'embouteillage et l'absence d'un arrêt près de l'Université empê-

chaient d'arriver à l'heure.

Le soir, Lindsay Malet était souvent confrontée à un manque de place, ce qui repoussait le retour au domicile à des heures très tardives.

Pour les jeunes de l'Est qui veulent faire des études dans le Sud, la situation est encore plus critique avec de rares bus. Le co-voiturage est une alternative coûteuse pour un étudiant dont le budget n'est pas extensible.

4 heures par jour dans les transports, un lever avant l'aube et un retour à la maison après le coucher du soleil, ce ne sont pas des conditions motivantes. Lindsay Malet note que les jeunes de l'Est subissent une inégalité à cause des conditions de transport.

Jean-Claude Fruteau

Le Comité de Parrainage n'est pas un Comité de soutien

Le député-maire de Saint-Benoît animera aux côtés de Paul Vergès un Comité de Parrainage qui sera présidé par le sénateur. Il explique en quoi consiste cette nouvelle instance.

Député-maire de Saint-Benoît, Jean-Claude Fruteau accueillait la conférence de presse tenue par la liste de l'Union des Forces de Progrès pour le Développement et l'Égalité.

Le parlementaire a également accepté d'animer le Comité de Parrainage présidé par Paul Vergès.

Jean-Claude Fruteau a tout d'abord rappelé que le Comité de Parrainage n'est pas un Comité de soutien. Il n'aura donc pas une durée de vie limitée à une élection. Il a vocation à

accueillir des Réunionnais qui veulent contribuer à la recherche de solutions.

Les défis qui attendent La Réunion dépassent en effet largement la durée d'un mandat de conseiller régional. L'élu cite notamment la croissance démographique, le changement climatique et l'aménagement du territoire.

Tout aura lieu sur une petite île qui n'est pas extensible.

Il est donc important que les Réunionnais puissent s'exprimer sur

ces questions afin qu'elles puissent être au coeur d'un large débat.

Ces sujets sont les sujets de demain, précise Jean-Claude Fruteau.

Le Comité de Parrainage est donc un engagement sur 20 ans. 20 années qui seront aussi balisées par plusieurs élections. Car le pouvoir politique n'est pas séparable de la réflexion sur les grands défis, ajoute-t-il.

Maurice Gironcel

Grande victoire pour le train

50 ans après la suppression du chemin de fer, tous les candidats aux élections régionales ont un projet de train dans leur programme. C'est l'assurance pour les Réunionnais du retour de ce mode de transport, souligne Maurice Gironcel. C'est un chantier qui s'étalera sur plusieurs mandats, avec la certitude d'emplois durables pour le BTP.

Le secrétaire général du Parti communiste réunionnais souligne que le réseau de transport est arrivé aujourd'hui à un point de saturation. Il y a pourtant eu des initiatives. Maurice Gironcel rappelle qu'avec Jean-Claude Fruteau au Conseil général, il

a travaillé à la création du réseau Cars Jaunes. Mais cet outil montre ses limites.

Le maire de Sainte-Suzanne rend hommage à la clairvoyance de nos ancêtres qui ont eu l'idée de construire un train, malheureuse-

ment mis hors service depuis plus de 50 ans.

Mais tout espoir n'est pas perdu. Le responsable communiste note avec satisfaction qu'aujourd'hui, tous les candidats aux élections régionales proposent un projet de construction de réseau ferré. C'est une grande victoire, affirme-t-il, car c'est l'assurance de la reconstruction du chemin de fer.

Maurice Gironcel indique également qu'un tel chantier s'accomplira sur plusieurs mandats. C'est donc la garantie de créations d'emploi pérennes pour le BTP.

Enfin, il rappelle la position du PCR au sujet du projet de route en mer de Didier Robert. Le Parti communiste réunionnais a toujours demandé une expertise économique et financière. C'est à partir de ce préalable que des décisions pourront être prises.

Michèle Caniguy : améliorer les transports et l'attractivité du territoire

Lors de la conférence de presse tenue ce 15 octobre par Patrick Lebreton à Saint-Benoît, Michèle Caniguy représentait l'Association de défense des intérêts des Réunionnais de l'Est.

Étudiante, Michèle Caniguy se rendait en autocar à l'Université. Elle constatait que le matin, les difficultés de circulation commençaient à Cambuston pour se prolonger jusqu'à Saint-Denis. La route avait alors deux voies et traversait les centre-

ville.

Aujourd'hui, l'embouteillage commence toujours à Cambuston pour aller jusqu'à Saint-Denis. Mais c'est sur une voie express.

Elle regrette que ceux qui ont succédé à Paul Vergès aient rejeté le projet

de train porté par l'ancienne majorité régionales, « c'est la plus grosse bêtise ». Elle déplore aussi l'abandon du projet de TCSP par la CIREST.

Tous les jours, 90.000 automobilistes quittent l'Est pour aller à Saint-Denis. C'est l'impasse, d'où la nécessité de rechercher des solutions.

Michèle Caniguy plaide tout d'abord pour la construction d'un TCSP dans l'Est qui peut être ou pas un train. Elle propose aussi d'améliorer l'attractivité du territoire pour que l'activité existe sur place, ce qui limitera également les déplacements pour le travail vers Saint-Denis. L'Est a des atouts qui peuvent être exploités, précise la conseillère départementale.

Communiqué du Comité Solidarité Chagos La Réunion

Plus que 14 mois pour arracher le retour des Chagossiens aux Chagos!

Le Comité Solidarité Chagos La Réunion a diffusé hier 15 octobre un communiqué alertant sur des rendez-vous décisifs pour la bataille des Chagossiens. Ce peuple a été expulsé de son pays lors de la construction de la base de Diego Garcia. Depuis, il n'a jamais cessé de lutter contre cette injustice.



Le mois dernier, manifestation des Chagossiens devant l'ambassade de Grande-Bretagne à Maurice.

Ce communiqué du Comité Solidarité Chagos La Réunion se veut un cri d'alarme face aux menaces du calendrier. Un calendrier qui va régir, à partir de cette fin 2015, l'issue de la lutte des Chagossiens pour arracher leur retour aux Chagos.

Rappelons tout d'abord que cela fait près de 40 ans qu'avec un courage et une opiniâtreté extraordinaires les hommes et les femmes de cet archipel luttent pour le droit dont dispose tout être humain, comme tout peuple, celui de vivre sur sa terre natale, sur la terre de ses ancêtres. L'interminable chemin de cette lutte a été jalonné de victoires exaltantes mais aussi hélas de revers cruels. Notre Comité, depuis qu'il a été créé en 2010, a régulièrement informé nos ami(e)s des moments forts de ce dur combat.

Aujourd'hui, de multiples événements sont en cours :

- attente du jugement de la Cour Suprême de Londres concernant le "ju-

- gement catastrophe" de la Chambre des Lords en 2008,
- attente du jugement de cette même Cour Suprême concernant le caractère légal ou illégal de la création du Parc Marin par le gouvernement britannique,
- projet de réinstallation concocté unilatéralement par Londres et assorti de conditions inacceptables pour les Chagossiens.

Mais si l'on devait retenir un élément -un seul- déterminant pour le sort des Chagossiens, c'est incontestablement la période de deux ans qui s'est ouverte le 31 décembre 2014 et qui se refermera le 30 décembre 2016. C'est la période au cours de laquelle il est possible que soit réexaminé le fameux bail stratégique accordé par la Grande-Bretagne aux États-Unis. Bail contractualisé le 30 décembre 1966 pour une durée de 50 ans. Bail qui se terminera donc fin 2016. Bail renouvelable alors pour 20 ans par reconduction tacite, ou faisant l'objet d'un réexamen entraînant amendements et nouveaux aménagements.

C'est là que se situe le nœud du problème. C'est là que peut se dénouer enfin le drame des Chagossiens. C'est l'occasion historique à saisir, afin de mettre fin à un demi-siècle d'un crime perpétré contre un peuple victime de cet "Océan indien zone de guerre" imposé tragiquement par les grandes puissances impérialistes.

Mais il est une condition incontournable si l'on veut donner au problème chagossien une chance de solution. C'est le respect absolu que l'on doit porter aux Chagossiens. Et Olivier Bancoult le dit avec force : "Nous devons être associés à tous les contacts, toutes les discussions, toutes les négociations". Et il ajoute, conscient des leçons de l'histoire : "Nous devons être associés, contrairement à ce qui s'est fait en 1965 - 66".

Or il ne reste plus que 14 mois qui nous séparent de la date fatidique du 30 décembre 2016. Les gouvernements coupables de la déportation des Chagossiens ne doivent pas aujourd'hui laisser pourrir la situation, par des faux-semblants, par des manœuvres, par des hypocrisies. Chaque mois, chaque semaine va compter, va être décompté. Notre Comité pour sa part sera plus que jamais au côté des Chagossiens.

La mobilisation de l'opinion internationale doit être elle aussi présente à ce grand rendez-vous de la lutte des Chagossiens. Il doit rassembler toutes les consciences éprises de paix et de justice. C'est pourquoi, de La Réunion comme de beaucoup d'autres lieux du monde, doit jaillir ce cri : "Plus que 14 mois pour arracher le retour des Chagossiens aux Chagos !"

**Georges Gauvin,
président du C.S.C.R.**

Billet philosophique

L'économie néo-coloniale mise en cause à La Réunion

Comme on le sait, il ne faut pas confondre philosophie et politique; ce sont des domaines de recherches et de réflexions très différents. Mais il se passe actuellement des choses tellement extraordinaires à La Réunion sur le plan politique qu'elles pourraient ouvrir un avenir nouveau et vraiment réjouissant pour le peuple réunionnais. Nous ne pouvons pas ne pas tenter de philosopher à ce sujet afin d'en tirer des enseignements...



Patrick Lebreton au meeting unitaire de Saint-Louis le 11 octobre dernier.

Un responsable politique réunionnais suscite de plus en plus d'admiration dans le pays chez les personnes qui sont informées sur ses prises de position concernant les grands défis à relever d'urgence et dans les décennies à venir. Il s'agit de Patrick Lebreton, qui a décidé avec ses amis du Mouvement Le Progrès et la majorité des sections de la Fédération réunionnaise du Parti Socialiste de soutenir des thèses défendues depuis des décennies par le PCR et son fondateur, Paul Vergès.

En effet, dimanche dernier encore, au grand meeting unitaire tenu à Saint-Louis pour les élections régionales du 6 décembre prochain, le député-maire socialiste de Saint-Joseph — contrairement aux politiciens diviseurs et conservateurs dits "de droite" comme "de gauche" — a mis l'accent sur les causes fondamentales des graves problèmes du pays. En effet, comme l'a fait le philosophe Karl Marx pour toutes les sociétés du monde, il s'est attaqué au système économique qui domine La

Réunion sur le plan social, idéologique, culturel et politique.

Ce qu'il faut transformer dans notre société

Dans son discours très apprécié par la foule, Patrick Lebreton a démontré de façon très précise que 70 ans après l'abolition officielle du statut colonial de La Réunion, celle-ci est toujours traitée de fait par les classes dominantes comme «une colonie» au profit de multinationales et du système financier. Avec une telle analyse, il dit vraiment l'essentiel sur ce qu'il faut transformer dans notre société afin de construire un développement durable, humain, responsable et harmonieux face à une économie néo-coloniale à mettre en cause.

Dans cet esprit, il prône une économie sociale et solidaire, avec un soutien par exemple à la Coopérative Ouvrière Réunionnaise des dockers

portois, une politique équitable en termes de revenus, de prix et de fiscalité, avec un pouvoir de décision du peuple réunionnais à ce sujet comme pour tout le reste qui le concerne. D'où la nécessité d'une gouvernance réunionnaise démocratique et populaire, dans le cadre d'un partenariat équitable avec la France, l'Union Européenne et les peuples frères de l'Indianocéanie.

«Mettre fin à la pauvreté et à la discrimination»

Lorsqu'on entend un responsable politique socialiste réunionnais tenir de tels propos, on mesure l'ampleur du changement de société possible dans les années à venir, si notre peuple continue d'élargir son rassemblement dans le combat autour de telles perspectives. D'autant plus que bien d'autres organisations syndicales, politiques et associatives réunionnaises partagent l'essentiel de cette analyse et des propositions de Patrick Lebreton pour la libération de notre peuple de toutes les formes d'oppressions et d'injustices. On en a vu encore l'illustration ces derniers jours lors de diverses rencontres, comme celle en faveur de l'encyclique "Laudato si" du Pape François, celle du collectif Partaz citoyen pour la paix ou encore celle pour la préparation de l'édition 2015 de la Journée mondiale du refus de la misère à l'appel d'ATD Quart-Monde et de ses partenaires. Allons donc nous battre ensemble en tant que Réunionnais pour mettre en œuvre de façon libre et responsable le thème de cette journée proposé par les Nations Unies : «S'unir pour mettre fin à la pauvreté et à la discrimination, c'est construire un avenir durable pour tous».

Roger Orlu

Oté

La Rényon : in péi i port bien son nom ?

La Rényon ! koman l'ariv nom-la ? Par l'fête ni koné pa tro bien. Ni koné kan l'ariv La révolisyon fransèz é ké té i fo débatiz l'il Bourbon momandoné lo l'asanblé la-ba dann Pari, té i doi diskite dsi nout l'ansien nom pou shanj ali. Mé ni koné pa pou kosa la désid donn anou nom-la...

Ni sar pa diskite dé sa zordi, mé ni koné, pou in bonpé d'moun é sirtou pou la propagann ofisyèl La Rényon i port bien son nom. Moin pèrsonèl mi pans nana pou diskité. Pou kosa ? Pars konm mi oi lé shoz dopi in bon koup de tan, mi san pa La Rényon konm in péi bien ini. Ni dann son yèr, ni dann son koméla é ni pé dir parèy pou son domin. Pètète apré ! Pars yèr nou la koni l'ésklavaz, sistèm l'angajé, sistèm kolonyal, sistèm gro blan é koméla, dann sak i apèl lo tan post kolonyal l'inité nout péi i lès a dézéré. La politik bann gouvèrnman, dopi 1946 la pa parti dann sans-la.

Zot va dir, i vo myé viv isi ké dann d'ot péi i pass souvan dann l'aktyalité. Moin lé dakor, nana pli pir ké nou é konm la lès amoin lo shoi sé kant mèm isi ké moin la viv, ké mi viv é ké sé la ké mi vé, domin rann mon dèrnyé soupir. Mi pans sa lé vré pou in bonpé d'moun isi mé zour-la, si mon l'éspri i tourn ankor in pé ron moin va partir avèk in rogré.

Lo rogré ké La Rényon i port pa pou vréman son nom san-pour-san.

Justin

« Na in zour i apèl demin » – in kozman pou la rout

Sa lé bien vré : ni koné sak la éspas yèr, ni koné sak l'éspas zordi, mé ni koné pa domin. Poitan domin i prépar dopi yèr, é dopi zordi donk sré posib konète in pé sak va éspas demin donk lé posib ké tout sak v'ariv domin, zordi lé déza marké dann gran-liv la vi... Solman nana dé shoz i pé pa prévoir é sa i ariv konmsa san prévni... Alor sak nout kozman i di lé vré pou vréman.. La plipar d'tan sé sak lé pa kontan avèk sak i éspas zordi k'i kont dsi domin pou done azot rézon é kan i di sa, sé in kozman k' i sonn konm in ménas la plipar d'tan. Kosa zot i anpans zot ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké, rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.